

Grèce : refuser le coup d'État financier de la BCE

Jean-Luc
MELENCHON

5 février
2015



La décision de la BCE (Banque centrale européenne) à l'encontre de la Grèce entraîne l'Europe dans une direction autoritaire inouïe et l'Euro vers une crise majeure. Couper les liquidités d'un pays a déjà été fait contre Chypre. Ce pays avait été mis à genoux par la violence d'un procédé qui s'identifiait comme un acte de guerre. A présent, c'est sur la base d'une « présomption » de blocage de la discussion, appréciation politique qui n'est pas dans ses statuts, que la BCE menace le système bancaire grec d'effondrement.

Par cette décision et la sinistre déclaration de Junker selon laquelle « Il ne peut y avoir de choix démocratiques contre les traités européens » est donc proclamée une théorie de la souveraineté limitée des peuples européens. Ce jour est donc un jour sombre dans l'Histoire de l'Union européenne !

Notre solidarité avec le nouveau gouvernement grec qui veut respecter son mandat doit être très active. Je demande au président de la République François Hollande de s'opposer à la décision de la BCE et d'organiser à Paris un sommet européen pour régler, avec la Grèce, le problème que pose l'austérité sans fin imposée par la Troïka. J'ai demandé à être reçu par lui à ce sujet.

Je propose qu'une initiative de mobilisation dans la rue soit prise. Je crois qu'il ne faut pas tarder à proposer au peuple français d'exprimer sa solidarité avec les Grecs et de défendre sa propre indépendance avant qu'elle soit à son tour mise en cause frontalement comme l'est celle de la Grèce.

D'un mal peut-on tirer un bien ? La violence de la réaction de la BCE contre la Grèce souligne surtout l'impasse du modèle actuel de construction européenne. Il semble se faire comme une raison supérieure à la volonté des peuples et maintenant des nations. Il s'identifie à un modèle imposé de force.

Un tel modèle n'est pas viable. Dans l'immédiat, il menace de faire exploser la zone euro et l'Union européenne elle-même. Face à cela, une autre Europe est possible. Le blocage actuel en est l'occasion. La France peut en être le déclencheur. C'est son intérêt. Car le moment où elle se verrait contester sa souveraineté se voit trop nettement profiler, si l'on tient compte du ton et des méthodes déjà utilisées par la Commission, pour exiger sans cesse de nouveaux tours de vis budgétaires et structurels. François Hollande peut donc faire beaucoup.

Notre pays est membre fondateur de l'Union, il en est la deuxième économie et bientôt la première population. Il ne peut limiter son ambition à être le « bon élève de la classe européenne ». On va voir si la conférence de presse de François Hollande élargit l'ambition et la capacité d'initiative de notre pays.

Jean-Luc Mélenchon